



Colloque international de Lomé

La vie et le parcours de maître Agboyibo en questionnements

Comme annoncé lors d'une conférence de presse il y a quelques jours, le colloque international de Lomé placé sous le thème : « MeYawovi Madji Agboyibo : histoire d'une vie ... »



PAGE 3

INCLUSION FINANCIERE



Echos des bénéficiaires des produits FNFI

L'entreprise Froid Moderne a reçu un fonds de 3.000.000 CFA pour relancer ses activités

PAGE 2

TRIBUNE



Placer l'éducation au cœur du partenariat UA-UE pour un avenir meilleur

La pandémie de COVID-19 a aggravé la crise dans le domaine de l'apprentissage en Afrique en limitant fortement l'accès à l'éducation. Au début du mois d'avril 2020, la crise avait privé d'école plus de 20 ...

PAGE 9

Tabagisme

L'ONG RAPAA en guerre contre la consommation de la chicha

La consommation de la chicha gagne du terrain au sein de la population et surtout ...

PAGE 11



Couverture sanitaire universelle / Réunion du comité de pilotage à la primature

La coordination de l'assurance maladie universelle en place

La marche du Togo vers l'assurance maladie universelle est irréversible. Pas à pas, les choses se construisent et avec précision. Ainsi, Mme le Premier Ministre Victoire Tomégah-Dogbé a dirigé hier jeudi 03 juin 2021, à la Primature, la première réunion du comité de pilotage des services de santé essentiels de qualité pour la couverture sanitaire universelle. C'était en présence de la Directrice des ...

PAGE 11

DERNIERES HEURES

Xpress Cash by SEMOA / SEMOA et Ecobank Togo rendent possible l'opération de mobile money 24h/7j

La fintech togolaise SEMOA et Ecobank Togo, ont officiellement lancé ce jeudi 03 juin 2021 à Lomé, "Xpress Cash by SEMOA", une nouvelle solution mobile Banking via WhatsApp. Comment retirer son mobile money en cas de fermeture ou d'absence de kiosques Tmoney ou Flooz ? Comment pouvoir disposer de son argent tard dans la nuit alors que tous les points de retrait sont fermés ? C'est la principale problématique à laquelle répond le service Xpress Cash by SEMOA et ce 24h/7j.

Xpress Cash by SEMOA est le fruit d'une coopération dynamique entre SEMOA et Ecobank-Togo. Elle permet de rendre disponible 24h/24, les services Tmoney et Flooz aux quatre millions de Togolais utilisateurs du mobile money et ceci à travers la zone Uemoa, partout où sont présents les guichets automatiques et les Points Xpress d'Ecobank.

La solution permet ainsi de retirer, sans carte bancaire, du Tmoney et Flooz (Moov-Money) à tous les distributeurs d'Ecobank et dans les Points Xpress. Ce nouveau service mis à la disposition d'Ecobank est intégré à Dédé, l'assistante virtuelle de SEMOA, disponible sur WhatsApp au numéro 99 05 05 05 Cette solution WhatsApp banking permet à l'utilisateur de générer un code de retrait. Ainsi, à base de ce code de retrait, le client peut aller retirer son argent Flooz ou Tmoney à un guichet automatique Ecobank sans besoin d'une carte bancaire ou à un point Xpress. Des exercices pratiques ont été effectués lors de la cérémonie de lancement, attestant l'efficacité et l'effectivité de la nouvelle formule d'opération ...

PAGE 3

Lomé Data Centre

Un investissement de plus de 12 milliards FCFA pour sécuriser les données des Togolais

Le Togo inaugure ce vendredi 4 juin son tout premier Data centre. L'infrastructure bénéficie d'un financement de 12 milliards 700 millions FCFA à travers le Programme régional ouest-africain ...



PAGE 5

	<p>SOMMAIRE</p> <p>Coopération Togo-Turquie Lomé accueille bientôt un forum d'affaires</p>  <p>P5</p>	<p>Tabagisme passif Environ 1,2 million de non-fumeurs décèdent chaque année</p>  <p>P 10</p>	<p>Consommation de Chicha Une séance de 45 à 60 mn équivaut à fumer 100 cigarettes</p>  <p>P 10</p>
---	--	--	---

Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI

L'entreprise Froid Moderne a reçu un fonds de 3.000.000 CFA pour relancer ses activités

Installée à Dapaong depuis des années, l'entreprise Froid Moderne est spécialisée dans la climatisation et le froid. Il fût un temps, monsieur Agoro Nayao Kokou s'est rendu au FNFI pour voir dans quelle mesure le FNFI pourrait l'aider à relancer ses activités vivement impactées par les effets de la pandémie. Dans ce nouveau numéro de votre rubrique échos des bénéficiaires des produits FNFI, Togo Matin partage avec vous les parcours de notre promoteur. Reportages...

La pandémie du Covid-19 a impacté plusieurs entreprises, notamment celle de Froid Moderne qui, actuellement, fait face à une amélioration, grâce au crédit FNFI lancé depuis août dernier dans le but d'aider les entreprises impactées par les effets de la pandémie à se relancer. « Depuis l'avènement du Covid 19, nous nous sommes confrontés à plusieurs difficultés, ce qui explique la baisse du chiffre d'affaires. Non seulement nos équipements de froid sont devenus chers, mais aussi nous devons faire face à d'autres problèmes collatéraux. Afin de renforcer mes capacités financières, je me suis rendu au FNFI pour plus de

renseignements, j'ai été renseigné aussi sur les dossiers à fournir pour l'obtention du crédit de relance. Une fois les dossiers rassemblés, j'ai envoyé via le site www.fnfi.tg, tout en suivant les instructions. Peu après, j'ai été contacté pour la signature de la convention et quelques jours plus tard, j'ai reçu un financement d'une valeur de 3 000 000 FCFA », affirme le promoteur. Notre bénéficiaire a pris une très bonne résolution en s'approchant du FNFI, car aujourd'hui, grâce à ce dernier, il s'est totalement remis sur pied. « J'ai vite réfléchi et ai pensé à renforcer les capacités de notre équipement en froid en ayant plus de stock avec un partie de cet argent,



Agoro Nayao Kokou

et l'autre partie servira de fonds de roulement. J'ai mis en place une stratégie qui me permet

déjà de bien rentabiliser et être en règle vis-à-vis du remboursement. Je remercie le

gouvernement pour cette belle initiative, ainsi qu'à toute l'équipe du FNFI ».

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web :
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba
Edodji Nadia
Attipoe Edem Kodjo
Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla
Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... Selon SEMOA, seuls 23% des africains possèdent une carte bancaire. L'objectif est donc, pour cette Finetech de devenir la solution de dématérialisation de paiement en Afrique. « L'état d'esprit dans lequel nous nous sommes inscrits est que notre métier en tant que Finetech est de savoir comment exploiter les réseaux dont dispose la banque... Nous travaillons avec des microfinances », a expliqué Edem Adjmagbo, fondateur de SEMOA.

Par cette innovation, SEMOA conforte sa position d'entreprise Fintech leader dans la transformation des usages du mobile et des services bancaires en Afrique. Pour sa part, Ecobank réaffirme son engagement à collaborer avec des entreprises locales afin d'accélérer l'inclusion financière en Afrique. Les deux partenaires renforcent ainsi leur coopération sur le segment du mobile money et boostent l'inclusion financière

au Togo et dans l'Uemoa. Pour Clément Woussounou, responsable d'Ecobank Togo, « C'est une opportunité à tous de progresser dans les transactions en ligne à la banque... Nous avons d'autres produits en cours... Avec le partenariat avec Semoa, nous allons continuer à implémenter ces produits ». Ecobank Togo est une filiale du Groupe Ecobank, le principal groupe bancaire panafricain indépendant. Le Groupe Ecobank ou Ecobank

Transnational Incorporated (ETI) emploie plus de 14.000 personnes au service de près de 28 millions de clients dans les secteurs de la banque des particuliers, la banque commerciale et la banque de grande clientèle dans 33 pays Africains. Le Groupe offre une gamme complète de produits, services et solutions bancaires notamment les comptes bancaires et de dépôt, la gestion de trésorerie, le conseil, les opérations du trading, la négociation

des valeurs et la gestion de patrimoine. Selon les chiffres donnés par SEMOA, plus de 4 millions de personnes au Togo sont utilisateurs de comptes mobil Money. Ainsi, 77 points de retrait automatique à travers le Togo sont à la disposition des clients jour et nuit. A l'international, 10 000 points de contacts sont disponibles dans la zone Uemoa pour cette nouvelle formule de transaction mobile.

Lutte contre la Covid-19

La nouvelle inquiétude reste l'accès équitable aux vaccins

Le Togo a récemment reçu de nouvelles doses de vaccins Pfizer dans le cadre de l'initiative Covax en faveur des pays les moins nantis. Mais, il faut reconnaître que cela est très insuffisant si l'on veut atteindre les 60% nécessaires pour bénéficier de l'immunité collective. Même si tous les Togolais se faisaient inscrire aujourd'hui, il n'y aurait pas suffisamment de vaccins pour les vacciner dans leur totalité.

Le président de la République, Faure Gnassingbé, a pris part cette semaine par visioconférence au sommet international «One World Protect», consacré à la question des vaccins contre le coronavirus. L'événement, organisé par le Japon et l'Alliance GAVI, visait à échanger sur les défis liés à l'accès équitable aux vaccins et au financement du programme Covax. Les travaux ont débouché sur une nouvelle levée de fonds de près de 2,4 milliards \$ auprès d'une quarantaine de donateurs (gouvernements,

secteur privé et fondations), dépassant l'objectif initial de financements attendus.

Les fonds mobilisés permettront à l'Alliance d'obtenir 1,8 milliard de doses de vaccins pour les pays à faible revenu participant à l'initiative Covax, comme le Togo. Les vaccins pourraient être disponibles d'ici fin 2021 et début 2022. D'autres pays comme la France et les Etats-Unis, avaient déjà annoncé d'importants dons de vaccins en direction des pays africains.

Mais, jusqu'ici en dehors des annonces, on ne voit



Faure Gnassingbé lors de la vidéoconférence

vraiment rien venir. Il est clair en tout cas que les campagnes de vaccination vont se poursuivre jusqu'en 2022. D'ici là les restrictions

vont encore certainement pour la plupart demeurer. Il faut relever que les pays dans lesquels les campagnes de vaccination ont eu du succès,

la situation s'améliore déjà considérablement. Même au Togo, l'on reconnaît l'impact de la vaccination.

La rédaction

Colloque international de Lomé

La vie et le parcours de maître Agboyibo en questionnements

Comme annoncé lors d'une conférence de presse il y a quelques jours, le colloque international de Lomé placé sous le thème : « Me Yawovi Madji Agboyibo : histoire d'une vie et d'un temps (1943-2020) », se déroule depuis hier à l'hôtel du 2 février. C'est l'occasion pour d'éminentes personnalités d'ici et d'ailleurs de questionner la vie et le parcours de ce personnage dense de la scène politique togolaise.



Feu maître Yawovi Madji Agboyibo

« Pendant les deux jours qui viennent, nous allons beaucoup parler d'un bélier : celui de Kovié. Un proverbe bantou dit : le bélier qui veut foncer tout droit, recule d'abord. La présente

rencontre questionnera le parcours de l'homme, portera un regard sur sa vie et l'impact de son action. Dans le silence, nous écouterons maître Agboyibo être raconté par des

témoignages, des critiques etc... », a déclaré André Kangni Afanou, président du comité d'organisation.

En tant que successeur de maître Yawovi Madji Agboyibo, premier président de la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH), l'actuelle présidente, Nakpa Polo, n'a pas manqué de relever les spécificités du personnage. « Le Togo se rend compte du vide que l'un de ses plus dignes fils, une de ses plus belles voix politique, a laissé. Homme de dialogue et de compromis, il était contre toute tendance au radicalisme », a-t-elle affirmé. Droits de l'Homme, liberté de presse et d'expression,

application stricte de la loi, sont quelques convictions de maître Agboyibo. Les intervenants mettent beaucoup l'accent sur sa passion pour la défense des droits de l'Homme.

Le président de la Cour constitutionnelle du Togo, Aboudou Assouma, est revenu brièvement sur l'histoire qui l'a véritablement révélé comme défenseur des droits de l'Homme dans notre pays et ailleurs. Le juge Assouma raconte que c'est à l'issue d'une affaire que feu général Gnassingbé Eyadema l'a envoyé plaider pour le compte du Togo devant le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies à Genève.

Maître Agboyibo avait choisi son ami Aboudou Assouma pour ce voyage. Revenu victorieux de cette mission, le président du

Comité d'action pour le renouveau (CAR), a conseillé à feu Eyadema la création de la CNDH, conformément aux recommandations des Nations unies. À l'époque, l'ancien président de la République n'a trouvé personne d'autre pour occuper ce poste que maître Yawovi Madji Agboyibo lui-même.

C'est dire donc qu'il y a beaucoup de choses à apprendre sur maître Yawovi Madji Agboyibo, et à travers lui, ses contemporains. « En organisant ce colloque, notre idée est de prendre en toile de fond, le prétexte de maître Agboyibo pour étudier l'histoire socio-politique du Togo sur au moins 7 décennies », a avoué le professeur Joseph Tsigbé, président du Comité scientifique du colloque.

Edem Dadzie

Côte d'Ivoire

Les modalités du retour de Gbagbo toujours en discussion

Acquitté de crimes contre l'humanité par la justice internationale en mars, l'ex-chef d'Etat attendait le feu vert d'Abidjan pour rentrer. C'était quasiment chose faite début avril quand son secrétaire général, Assoa Adou avait eu des échanges avec le Premier ministre et le ministre de la réconciliation Kouadio Konan Bertin du gouvernement Ouattara. Le 17 juin donc, Laurent Gbagbo devrait retrouver sa terre natale, dix ans après l'avoir quittée dans un contexte de crise post-électorale ayant entraîné plus de 3000 morts et des milliers de déplacés.

L'annonce de la date exacte a été donnée aux militants du Front populaire ivoirien le 31 mai dernier, à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de l'ex-chef d'Etat. « Le 17 juin, Laurent Gbagbo foulera le sol de ses ancêtres, la Côte d'Ivoire », a annoncé Assoa Adou, secrétaire général de la branche dissidente du Front populaire ivoirien (FPI), à l'occasion d'une cérémonie organisée dans une salle de réception d'Abidjan.

Les discussions entre les

proches de Gbagbo et les autorités ivoiriennes s'étaient accélérées depuis que la Cour pénale internationale (CPI) avait prononcé l'acquittement définitif de l'ancien président, à la fin du mois de mars dernier. Assoa Adou avait été reçu par le Premier ministre, Patrick Achi, le 30 avril dernier. Les ministres de l'Intérieur et de la Sécurité, Diomandé Vagondo, et de la Réconciliation, Kouadio Konan Bertin, étaient également présents.

Mais comment se fera donc ce retour ? On s'attend, naturellement à des scènes de liesse des militants tout au long de l'aéroport jusqu'à sa résidence privée. Sauf que, ces derniers temps à Abidjan, plusieurs organisations de la société civile donnent du ton pour demander l'arrestation pure et simple de l'ancien chef d'Etat dès son retour au pays. Pour le président du Collectif des victimes de crises en Côte d'Ivoire Issiaka Diaby, Laurent Gbagbo devrait être



Laurent Gbagbo

arrêté car il est toujours sous le coup d'une condamnation à 20 ans de prison pour l'affaire dite du « casse de la Bceao ».

Alors, le gouvernement Ouattara veut donc prévenir tout débordement. Voilà pourquoi la piste d'un retour dans la « discrétion » est envisagée. Mais pour le

moment, les discussions continuent et aucun format particulier du retour n'est officiellement annoncé. Tout porte à croire même que la date du retour pourrait être reportée si les conditions optimales de sécurité et de maintien de l'ordre public ne sont pas garanties.

Alexandre Wémima

Afrique / Coup d'Etat au Tchad

«On traite le Tchad comme une exception», selon Carlos Lopes

Mort d'Idriss Déby, sommet de Paris, second coup d'Etat au Mali.... Plusieurs sujets étaient inscrits au dossier de l'entretien réalisé par Jeune Afrique avec le spécialiste de la gouvernance publique bissau-guinéen Carlos Lopes. Pour cet économiste, le dossier tchadien a été géré comme si ce pays était une exception, comme si ce qui s'est passé là-bas n'était pas une contorsion des lois constitutionnelles du pays.

Le professeur de gouvernance publique ne comprend pas la décision de l'Union africaine de ne pas sanctionner le Tchad après le coup d'Etat militaire, alors qu'elle l'a fait pour le Mali.

Pour lui, en effet, «La règle ... ne tolère pas de violations constitutionnelles. On traite donc le Tchad comme une

exception. Outre l'évident problème de cohérence qu'elle pose, cette décision montre que la menace terroriste est devenue la priorité numéro un des pays africains, au détriment du reste. On voit déjà - au Mali, dans le nord du Cameroun, au Nigeria - que certains acquis sociaux passent à la trappe. Sur le plan moral, on ne peut



Mahamat Idriss Déby (au centre) et Muhammadu Buhari (droite)

que remettre en question une décision allant contre les préceptes démocratiques. Sauf qu'il faut aussi être réaliste. La politique ne peut se passer de sécurité. » Pour rappel, le Conseil de

paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine avait finalement décidé, le 14 mai, de ne pas prononcer de sanctions à l'encontre de N'Djamena et des nouvelles autorités dirigées par le

général Mahamat Idriss Déby. Depuis l'instauration de la transition militaire à la suite du décès du président Idriss Déby Itno, celles-ci étaient en effet menacées de suspension.

Mais le même traitement n'a pas été réservé au Mali, qui, d'ailleurs vient de perpétrer un second coup d'Etat, renversant l'autorité de transition. Pire, la Cedeao a entériné la présidence du colonel putschiste Assimi Goïta, mais n'a prononcé qu'une mesure suspensive à l'encontre du pays.

T.M.

Mali

Quand la Cedeao entérine la nomination d'Assimi Goïta à la présidence

Si le Mali est suspendu des instances de la Cedeao, et que les chefs d'Etat ouest africains ont condamné le second coup d'Etat mené en moins d'un an par Assimi Goïta, ils sont restés silencieux sur la désignation de ce dernier au poste de président.

Contrairement à ce que les chefs d'Etat avaient décidé après le coup d'Etat du 18 août 2020 contre Ibrahim Boubacar Keïta, les chefs d'Etat de la Cedeao n'ont, cette fois, pas voulu recourir aux sanctions économiques à l'encontre du Mali. En tout cas, pas dans l'immédiat.

La réunion d'Accra s'est tenue dimanche 30 mai 2021 alors que, vendredi, la Cour constitutionnelle malienne a déclaré le colonel Assimi Goïta président de la transition, prenant donc

acte de la nouvelle donne à Bamako, et parachevant le putsch mené le 24 mai dernier par le chef de la junte qui avait déjà poussé IBK à la démission.

Alassane Ouattara, le président de la Côte d'Ivoire, Muhammadu Buhari, le président nigérian, ou encore Roch Marc Christian Kaboré du Burkina Faso, ont participé à ce sommet extraordinaire, auquel le colonel Goïta avait également été convié, mais n'a pas participé aux discussions à huis clos.



Le colonel Assimi Goïta

Dans leur communiqué final, les chefs d'Etat «exigent la libération immédiate de l'ancien président et du Premier ministre de la Transition qui sont assignés à résidence» depuis leur arrestation le 24 mai par les hommes d'Assimi Goïta. Ils «condamnent ce récent

coup d'Etat», qui constitue une «violation» de la charte de la transition ainsi que des engagements pris par les autorités maliennes lors du sommet qui s'était tenu le 15 septembre 2020, au Ghana. Condamnant «toutes les actions qui ont conduit à l'instabilité persistante au

Mali et ses conséquences dans la région», la Cedeao a donc décidé de «suspendre le Mali de toutes les institutions rattachées à la Cedeao».

L'organisation régionale appelle en outre à la nomination immédiate d'un «nouveau Premier ministre civil» et à la formation d'un «nouveau gouvernement inclusif» afin de poursuivre le programme de transition. Elle réclame également le respect de la période de transition fixée à dix-huit mois et, donc l'organisation d'élections au plus tard le 27 février 2022 pour que le pouvoir soit transmis aux civils.

Jeune Afrique

Lomé Data Centre

Un investissement de plus de 12 milliards FCFA pour sécuriser les données des Togolais

Le Togo inaugure ce vendredi 4 juin son tout premier Data centre. L'infrastructure bénéficie d'un financement de 12 milliards 700 millions FCFA à travers le Programme régional ouest-africain de développement des infrastructures de communications (Warcip).

Le Carrier Hotel ou Data Centre est un centre de collocation et d'hébergement de données. La construction de ce premier Data centre a plusieurs avantages pour le Togo. Côté sécurité, l'infrastructure permet de mieux protéger les données des citoyens. Le centre permet d'abriter des données des grandes mais aussi des Petites et moyennes entreprises (PME). Lomé Data Centre va contribuer à la mutualisation de l'infrastructure des services des clients en collocation. Il

va également favoriser un accès à l'internet très haut débit. L'infrastructure offre également une meilleure qualité de services avec une réduction des coûts pour les collocataires.

La construction de ce centre de données s'inscrit dans le cadre du programme Warcip, une initiative de la Banque mondiale. Ce programme vise à améliorer la connectivité au Togo, à rendre plus performantes les communications électroniques, à diminuer les prix d'accès à internet

et à mettre en place un environnement favorable pour le secteur de l'économie numérique.

« Le gouvernement togolais a fait le choix d'offrir ce joyau aux opérateurs économiques et aux entreprises afin de leur permettre de disposer d'un environnement sécurisé pour héberger leurs serveurs et aussi venir acquérir d'autres services offerts et vendus par d'autres clients déjà disponibles sur ce Data center », a souligné le coordonnateur du projet Warcip au Togo, Mayéki Ali-



Vue partielle de Lomé Data Centre

Kpohou.

Lomé Data Centre est un des actifs de la Société d'infrastructures numériques, une société de gestion de patrimoine de l'Etat. Selon Byll Attia, la directrice de cette société, un suivi sera fait pour s'assurer que le gestionnaire de l'infrastructure répond bien à ses obligations contractuelles.

L'infrastructure sera gérée par Africa Data Center.

Lomé Data Centre est l'un des plus performants de la sous-région. Il s'agit d'un Data centre de niveau TIER III+. L'infrastructure sera certifiée dans les prochains jours par l'organisme de certification américain « Uptime Institute ».

Félix Tagba

Coopération Togo-Turquie

Lomé accueille bientôt un forum d'affaires

La capitale togolaise Lomé abrite bientôt un forum d'affaires qui réunira des hommes d'affaires turcs. Le forum a été annoncé par le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, Prof Robert Dussey.

A l'issue de sa rencontre avec son homologue turc Mevlüt Çavuşoğlu mercredi 2 juin à Ankara en Turquie, le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'extérieur a annoncé l'organisation d'un forum d'affaires. « Nous avons décidé avec mon homologue Mevlüt Çavuşoğlu d'organiser un Forum d'affaires en automne à Lomé avec la participation des femmes et hommes d'affaires togolais et turcs. Nous commençons les préparatifs dès aujourd'hui », a indiqué Prof Robert Dussey sur son compte Twitter.

Au cours de cette rencontre, les deux personnalités ont évoqué une coopération bilatérale dans le domaine politique, économique entre le Togo et la Turquie. D'autres sujets comme la lutte contre le terrorisme ont été



Robert Dussey et Mevlüt Çavuşoğlu

également évoqués au cours de cette rencontre.

Le Togo et la Turquie ont signé plusieurs accords de coopération économique et commerciale. Des accords ont également été signés dans le domaine de l'éducation. Le pays bénéficiera du soutien de la fondation Maarif.

Au cours de cette première visite officielle, le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'extérieur a également échangé avec des opérateurs économiques turcs. Il a évoqué les atouts et les potentialités du Togo. Prof Robert Dussey a invité les opérateurs économiques turcs à venir investir au Togo.

F.T.

Développement durable

Mise en place d'une stratégie pour mobiliser plus de ressources

Le projet « Amélioration du financement du développement pour la réalisation des ODD au Togo » a été officiellement lancé le 11 mai dernier à Lomé par le ministère de la Planification du développement et de la Coopération et le Système des Nations unies. L'initiative est financée par le Fonds pour les Objectifs de développement durable (SDGs Fund), le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef).



Vue partielle de Lomé

Mise en œuvre par le Pnud et l'Unicef, le projet « Amélioration du financement du développement pour la réalisation des ODD au Togo » est doté d'un budget de 2 124 045 dollars US dont 1 million de dollars US du Fonds pour les ODD, 924 045 de dollars US du Pnud et 200 000 dollars US de l'Unicef.

L'initiative vise à créer, d'ici juin 2022, les conditions d'une augmentation des ressources pour soutenir le financement des Objectifs de développement durable (ODD), ainsi que la nouvelle vision gouvernementale adoptée en octobre 2020 et contenue dans la feuille de

route 2025.

Il s'agira d'explorer les conditions de mobilisation de tous les flux de financement potentiels, y compris d'origine privée. Le dispositif de financement du développement du Togo sera renforcé, avec la prise en compte de l'agenda 2030. D'après les initiateurs, un accent sera mis sur un meilleur alignement de la chaîne de planification, de programmation, de budgétisation, de suivi et d'évaluation (PPBSE). Ceci permettra d'accélérer les cibles des ODD, conformément au principe de ne laisser personne de côté, à travers

le renforcement des capacités institutionnelles, organisationnelles et techniques de toutes les parties prenantes, de même que le renforcement de la transparence et de la responsabilité.

Des stratégies spécifiques seront élaborées pour les secteurs de l'agriculture (ODD 1 et 8), de la santé/nutrition (ODD 3 et 1) et de l'éducation (ODD 4), afin d'accroître les financements pour accélérer le rythme de réalisation de l'Agenda 2030 et mieux contribuer à la mise en œuvre de la feuille de route 2020-2025.

Félix T.

Les infrastructures

Les routes togolaises sous les projecteurs

L'ensemble des travaux nécessaires pour créer la plateforme d'une voie de chemin de fer ou d'une route, constitue l'infrastructure d'un pays. Le Togo, dans une dynamique de développement à travers son Plan national de développement (PND / 2018-2022), prend en compte l'aspect infrastructurel du développement. Véritable chantier au Togo, quelle synergie d'actions?

Route Lomé-Kpalimé : Ebomaf en maître de travaux



Ebomaf en travaux

En cinq mois, les travaux de modernisation de la route nationale Lomé-Kpalimé entamés en juin 2020, présentent un niveau d'avancement physique de 15%, pour un délai consommé de 14,5%. L'information émane d'Ebomaf, le géant ouest-africain du secteur des BTP, en charge du chantier. « Les travaux sont énormément freinés, mais nous faisons avec », a expliqué le PDG d'Ebomaf Mahamadou Bonkougou, qui avoue s'impliquer personnellement pour « garantir la qualité des ouvrages ». Le niveau d'avancement des travaux, qui sont en tout prévus pour durer 36 mois, a été communiqué à la faveur d'une

visite de terrain, effectuée par la cheffe du gouvernement togolais, Victoire Tomegah Dogbé. Selon cette dernière, les travaux « pourraient se terminer avant le délai », au vu « du travail effectué et de la capacité technique mobilisée ». L'ensemble du projet vise à renforcer et réhabiliter cette voie, longue de 120 km, pour un coût de 195 milliards FCFA (hors-taxes). Avec lui, l'aménagement des voiries et réseaux divers (VRD) de la ville de Kpalimé, pour un montant de 19 milliards FCFA hors taxes et frais de douane. Soit globalement un coût de 214 milliards FCFA. Environ, 3 000 jeunes togolais sont employés sur ce chantier.

Source : Togo First

Une société autonome de financement routier

La Société autonome de financement routier (Safer), rattachée au ministère des Infrastructures, a annoncé en 2020, une série de passations de marchés publics d'aménagement et de bitumage de plusieurs voies et tronçons du pays. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre du

Budget d'investissement et d'équipement (BIE), au titre de la gestion 2019. Il s'agit, notamment de la réhabilitation et du renforcement des tronçons Sokodé-Bassar (57 km), Tsévié-Kévé Zolo (frontière du Ghana), et la construction ou réhabilitation de 26 retenues d'eau dans



Aménagements infrastructurels

la région des Savanes. Dans la ville de Lomé, on compte entre autres, l'achèvement de 3 bassins (Avédji 1, Avédji 2 et Léo 2000), l'assainissement de la voie Agoè Adidogomé (RN1-BKS-Adidogomé). A l'intérieur du pays, l'aménagement et le bitumage du tronçon Tsévié-Kévé Zolo (frontière du Ghana) et des voies d'accès aux marchés de Kpalimé et Tsévié. Il est prévu de pistes rurales (602 km) : 538,5 km de pistes en zone de culture de coton et 63,5 km en zone culture de café cacao. Sur les routes nationales revêtues, divers travaux d'entretiens sur les routes et pistes, couvriront une distance globale de 2130 km. Dans le détail, il s'agit de travaux d'entretien

périodique par reprofilage lourd et rechargement partiel (600 km), travaux d'entretien courant par reprofilage léger et lourd, rechargement ponctuel, curage mécanique des fossés et bouchage de trous de (600 km), et de travaux d'entretien périodique par grosses réparations et surfacage (730 km). Outre le Budget d'investissement et d'équipement (BIE) de la Safer, ces divers travaux comptent également sur l'appui de partenaires techniques et financiers, notamment, la BIDC, la BOAD, l'AFD, l'Union européenne, la Coopération allemande et la Banque islamique de développement.

Source : Togo first

Intensifier les investissements dans les infrastructures urbaines

Le gouvernement togolais et la Banque mondiale ont lancé en novembre 2018, le projet d'infrastructures et de développement urbain (Pidu). L'enveloppe consacrée est de 16 milliards de FCFA à travers l'Association internationale de développement et vise près de 2,5 millions de personnes. Le Pidu a pour vocation de rénover, réhabiliter et améliorer les infrastructures dans les quartiers mal desservis de trois villes (Lomé, Kara, Dapaong). Il servira également à consolider les capacités institutionnelles de sept municipalités (Atakpamé, Dapaong, Lomé, Kara, Kpalimé, Sokodé, Tsévié), notamment grâce à une assistance technique et à des formations,

pour assurer une gestion durable du développement urbain. Le Togo connaît un développement urbain rapide, mais les services d'infrastructure sont inadéquats dans la plupart des villes secondaires. Avec ce nouvel investissement, il s'agit d'améliorer les conditions de vie des habitants de certaines villes. Le projet va également aider à améliorer les services d'aménagement urbain, ce qui pourrait déboucher par la suite sur d'autres investissements', précise Pierre Laporte, le directeur des Opérations de la Banque mondiale pour le Togo. Les investissements prévus dans le cadre du Pidu s'inscrivent dans une démarche progressive. Un



Une route à rénover

programme d'investissements prioritaires élaboré au cours de la préparation du projet sera mis en œuvre peu après son entrée en vigueur. Il sera ensuite suivi d'autres activités définies dans le cadre de processus de planification au niveau local. Au cours de sa mise en œuvre, le projet pourrait ainsi financer l'amélioration des réseaux routiers et des espaces publics, des points d'accès à l'eau potable, des systèmes d'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales, ainsi que de petites infrastructures économiques et sociales (marchés, écoles et établissements de santé, notamment). Ce nouveau projet répond à la volonté du Togo d'intensifier les

investissements dans les infrastructures urbaines, suite au succès du Projet d'urgence pour la réhabilitation des infrastructures et services électriques (Purise), également financé par la Banque mondiale. Il est par ailleurs parfaitement en phase avec le cadre de partenariat du groupe de la Banque mondiale avec le Togo, qui met l'accent sur la nécessité d'accroître les capacités des municipalités pour améliorer l'accès aux infrastructures et aux services, de réduire les risques climatiques et de renforcer la résilience des villes en renforçant à la fois les infrastructures et les capacités municipales.

Source : Republic of Togo

Les étendues d'eau non-exploitées de Lomé bientôt navigables

Les étendues et cours d'eau de la capitale togolaise offriront un autre visage et un attrait touristique plus fort. Togo Invest Corporation et la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT), ont conclu le 13 août 2019, un accord de partenariat en vue de l'étude et de la réalisation d'un projet allant dans ce sens. C'était lors d'une cérémonie de signature qui s'est déroulée entre le président de la Chambre d'alors, Germain Meba et les principaux responsables de la holding d'Etat. Le projet initié par la CCIT et dénommé « Lomé Croisière », est un projet de grande envergure

qui intègre l'aménagement d'un espace joignant la baie de Lomé au Lac Togo. Cet aménagement qui se fera principalement par le dragage des lagunes, permettra de rendre navigables les cours d'eau actuellement non exploités. Il est également prévu la construction de plusieurs infrastructures à l'instar d'un technopôle, d'un complexe de formation universitaire, d'un port sec et une zone industrielle. « Lomé croisière » envisage aussi la création d'une nouvelle ville qui offrira des hôtels, des quartiers résidentiels et des activités touristiques.

60% des routes devraient être revêtues d'ici 2022

A l'horizon 2022, 60% des routes du réseau national, long de plus de 11 700 km pourraient être revêtues. De grands chantiers ont ainsi été lancés

ou sont en cours de démarrage. Ils portent notamment sur la réhabilitation, l'aménagement, le bitumage ou la construction de ponts sur tout le périmètre

national. On retiendra entre autres le dédoublement de la RN1 de Lomé à Cinkassé, ainsi que l'aménagement et le bitumage des routes transversales, le grand contournement de Lomé et d'Atakpamé, les axes Tsévié-Kévé-Zolo, l'axe Golf club de Lomé-Poste de contrôle de Noépé, ou encore le tronçon Katchamba-Sadori bénéficie d'un appui de 20 milliards FCFA de la BOAD. Des travaux destinés à fluidifier le trafic routier, faciliter l'accès aux zones enclavées

et désengorger certains axes. Le Togo projette de devenir d'ici 2022 un hub logistique d'excellence, un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région et un important corridor pour les pays de l'hinterland, conformément aux objectifs de l'axe 1 du Plan national de développement (PND). Le pourcentage de routes revêtues présentant un bon niveau de services s'évalue actuellement à un peu plus de 36 %.

Des projets infrastructurels dont dispose le Togo



Travaux routiers

Pazol : financé à hauteur de 6,5 milliards de FCFA, par la Banque ouest africaine de développement (BOAD), le Pprojet d'aménagement de la zone lagunaire (Pazol), fait partie d'un vaste plan de modernisation qui comprend le dragage du lac Est et du canal d'équilibre de la grande lagune de Lomé, le dragage de la lagune de Bè et 5 voies urbaines sur une longueur de 5692 mètres. Les routes rénovées seront réalisées en béton bitumineux et en pavés autobloquants avec éclairage public.

PPAB : dans le monde, près d'un milliard de personnes vivent dans des bidonvilles et quartiers urbains informels; les conditions de vie y sont précaires. En vue de juguler le phénomène au Togo, l'ONG R (Recherche et action pour le développement intégral), en collaboration avec le gouvernement et l'Union européenne (UE) a mis en place le Programme participatif d'amélioration des bidonvilles (PPAB), avec ses partenaires que sont les pays d'Afrique des

Caraïbes et du Pacifique (ACP). Le PPAB vise à améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables vivant dans les métropoles. Le programme ambitionne de réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans les bidonvilles d'ici 2020.

Purise : projet d'urgence pour la réhabilitation des infrastructures et des services électriques. C'est un projet initié pour faire face aux conséquences de plusieurs années de crise sociopolitique ayant eu un impact négatif sur la maintenance des infrastructures de base entraînant d'énormes conséquences sur la lutte contre les inondations récurrentes et l'accès facile en matière de circulation dans les quartiers défavorisés de Lomé. Son objectif principal est d'augmenter l'accès des populations aux services d'infrastructures urbains dans la ville de Lomé.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

LEME-MA-0214022-00CA

SIGNIFICATION DE LA LETTRE DE NOTIFICATION D'ARRETE ET DE CLÔTURE DE COMPTE EN DATE DU 03 MARS 2021

COPIE

En deux mille-vingt-un (2021) heures 00 minutes ;
Et le Quatre (04) Juin

A la requête de SUNU Bank, Société Anonyme avec Conseil d'administration au capital de 20 808 960 000 FCFA inscrite au registre du commerce et du crédit mobilier sous le numéro RCCM 2006 B 1428, dont le siège est sis à Lomé, dans l'immeuble SUNU Bank, 23 Avenue Kléber DADJO, BP. 904 Lomé, Tél : (228) 22 21 04 60/ 22 21 20 47, représentée par sa Directrice Générale, Madame Myriam ADOTEVI, demeurant à Lomé et domiciliée en cette qualité au siège de ladite banque ;

Assistée de Maître Tiburce MONNOU, Avocat au Barreau National du Togo, Angle 1294 Rue Santigou (99 TKN) et 234 Rue Abougou (derrière le centre aéré du CERFER), 06 BP : 62296 Lomé 06, Tél : 22 61 08 08, Fax : 22 61 15 15, courriel : contact@moonmat.com ;

Agissant en vertu de l'ordonnance n°1395/2021 en date du 12 mai 2021 par laquelle Monsieur le Président du Tribunal de Première Instance de Lomé a désigné le journal TOGO MATIN pour recevoir l'insertion de la signification de la lettre de notification d'arrêt et de clôture de compte ainsi que la signification de tous les actes à instrumenter dans le cadre de la saisie immobilière.

J'ai,

Nous Me Basile Anani AMERUDDI
Huissier de Justice près la Cour d'Appel
et le Tribunal de 1^{ère} Instance de Lomé,
demeurant et domicilié en ladite Ville,
5, Rue Maréchal Lyautey N°05 ANANI SARTOS
Sousigné

Signifié à :

Monsieur EKLU Mawulom Komla, Promoteur des établissements « RANOS ET FILS » demeurant et domicilié à Lomé ou étant et partant à : *depuis le 03 mars 2021, à la demande de Monsieur DADJO (A) nous avons enregistré l'acte de la C.P.C. précitée à la disposition de la lettre de notification d'arrêt et de clôture de compte en date du 03 Mars 2021 par laquelle le Tribunal de Première Instance de Lomé a désigné le journal TOGO MATIN pour recevoir l'insertion de la signification de tous les actes à instrumenter dans le cadre de l'ordonnance n°1395/2021 du 12 mai 2021.*

La lettre n°0214/ SUNU Bank/DG/DE/DRC/2021 datée à Lomé du 03 mars 2021 ayant pour objet « Notification d'arrêt et de clôture de compte » commençant par : « Monsieur, Notre Banque a signé avec vous un compte courant le 22 septembre 2017... » et se terminant par : « Nous vous rappelons que l'arrêt de votre compte révèle une situation débitrice, sauf erreur ou omission, d'un montant de Cinq millions cinq cent cinquante-trois mille huit cent soixante (5 553 860) Francs CFA, sous réserve des intérêts de droit et autre frais à échoir.

Nous vous invitons à nous faire connaître dans un délai de trente (30) jours, à compter de la réception de la présente, toute contestation du montant arrêté et à nous produire le cas échéant tout justificatif.

1

LEME-MA-0214022-00CA

Votre contestation doit être formulée par lettre avec accusé de réception ou contre décharge délaissée à la banque.

Nous vous prions de noter que, le défaut de toute contestation de l'arrêt du compte effectué par la banque dans les formes ci-dessus indiquées et dans le délai ci-haut impart, vaudra acceptation du montant du solde arrêté.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée. »

La présente signification est faite à toutes fins utiles que de droit.

**SOUS TOUTES RÉSERVES
A CE QU'IL N'EN IGNORE**

J'ai, étant et parlant comme ci-dessus remis copie de l'ordonnance n°1395/2021 en date du 12 mai 2021 sus-indiqué ainsi que celle du présent acte au Journal « TOGO MATIN » pour insertion.

Le Code du présent acte est de : _____ FCFA.

Zi : 021
Copie de l'ordonnance n°1395/2021 en date du 12 mai 2021

L'Huissier



2

N° 1021 SUNU Bank/DG/DE/DRC/2020 Lomé, le 2 0 NOV 2020



Monsieur Komlan Mawulom EKLU
Propriétaire-gérant des établissements
RANOS ET FILS
Tél : 90 02 62 84
Lomé - TOGO

Objet : notification de clôture de compte courant

Monsieur,

Par la présente, nous vous informons que votre compte courant arrêté présentée dans nos livres, sauf erreur ou omission et sous réserve des intérêts de droit et autres frais, un solde débiteur d'un montant en principal de cinq millions cinq cent cinquante-trois mille huit cent soixante (5 553 860) F CFA comme l'atteste le relevé de compte ci-joint.

Par conséquent, conformément aux dispositions de la convention de crédit du 22 septembre 2017 entre la Banque Populaire pour l'Epargne et le Crédit (BPEC-SA) et vous, nous mettons fin à la relation en compte courant existant et procédons à la clôture du compte n° 163054800008.

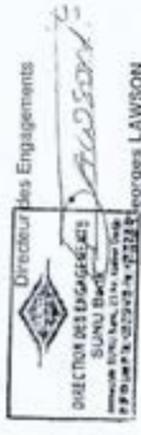
Vous disposez d'un délai de vingt (20) jours, à compter de la réception de la présente, pour nous faire tenir la somme totale due de cinq millions cinq cent cinquante-trois mille huit cent soixante (5 553 860) F CFA.

A cet effet, nous précisons que toutes les opérations destinées à solder votre dette dans nos livres devront être enregistrées sur le compte n° 163054800093. A défaut de réponse positive de votre part, nous userons de tous les moyens de droit pour préserver nos intérêts.

Par ailleurs, nous vous prions de bien vouloir nous restituer dans les plus brefs délais les instruments de paiement qui pourraient encore être à votre possession.

Dans l'attente d'une réaction diligente de votre part, veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Chief Département Recouvrement
& Contentieux,
Kouadjoukoko SOMGON



Directeur des Engagements

SUNU Bank
Société Anonyme au capital de 20 808 960 000 F CFA RCCM TO-LOU 2006 B 1428 Agence N°14-010-X, Immeuble SUNU Bank S.A. 23 Avenue Kléber DADJO
(R. Avenue de la Marche Maréchal) BP : 904 Lomé 06. EMPT : BPEC/010 N°1 : 00018644. Tél. : (202) 22 21 04 60-69-22 21 04 77

3

Placer l'éducation au cœur du partenariat UA-UE pour un avenir meilleur

La pandémie de COVID-19 a aggravé la crise dans le domaine de l'apprentissage en Afrique en limitant fortement l'accès à l'éducation. Au début du mois d'avril 2020, la crise avait privé d'école plus de 20 millions d'élèves de l'enseignement préscolaire, 160 millions d'élèves du primaire, 56 millions d'élèves du secondaire et 8 millions d'élèves de l'enseignement supérieur, lesquels n'avaient plus accès aux structures d'enseignement et d'apprentissage continus sur l'ensemble du continent.



Jutta Urpilainen

Nos citoyens sont notre plus grande richesse. Au cours des 15 prochaines années, 450 millions de jeunes Africains tenteront de trouver un travail, ou chercheront à créer leur propre emploi. Seront-ils en mesure de se bâtir une carrière dans l'un des secteurs émergents? Auront-ils les aptitudes et les compétences requises pour faire face à l'évolution des besoins du marché du travail? La réponse est oui. Oui, si nous agissons maintenant.

Il est essentiel que nous investissions dans l'avenir et que nous mobilisions aujourd'hui des fonds suffisants en faveur de l'éducation, afin de permettre les réformes nécessaires. L'Union européenne (UE) a l'intention de porter de 7 à 10 % les dépenses consacrées à l'éducation dans les pays partenaires relevant du portefeuille de partenariats internationaux. L'Union africaine (UA) encourage ses États membres à augmenter

leurs dotations budgétaires en faveur de l'éducation et à améliorer la mobilisation de l'ensemble des ressources nationales. Il est essentiel de mobiliser davantage de ressources et d'accroître les dépenses pour permettre la mise en place de systèmes éducatifs de qualité et améliorer la résilience face aux chocs futurs.

Il est également nécessaire d'innover en ce qui concerne la conception, la fourniture et la mise en œuvre de services éducatifs à tous les niveaux, en tirant parti de l'apprentissage numérique. La stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA 16-25) met en évidence la nécessité de mettre à profit la capacité des TIC à améliorer l'accès aux systèmes d'éducation et de formation en Afrique, leur qualité et leur gestion. Il ne fait aucun doute que les possibilités en matière d'apprentissage numérique recèlent un énorme potentiel de transformation de l'éducation et de la

formation, passant par une plus grande accessibilité, une pertinence accrue, et des coûts abordables. En outre, les modèles d'apprentissage hybride et l'application des technologies modernes à d'autres aspects de l'éducation, au-delà des résultats attendus, sont essentiels pour garantir la qualité de l'apprentissage tout en palliant les insuffisances en la matière.

Les partenariats constitueront un autre élément essentiel de la solution, notamment les partenariats avec la société civile, le secteur privé et les partenaires dans le domaine de l'éducation au niveau mondial. Dans le cadre de la nouvelle stratégie UE-Afrique et de son volet relatif à un partenariat pour une croissance et des emplois durables, l'Union européenne vise à mettre l'accent sur l'éducation, les compétences, la recherche et l'innovation en Afrique. Cela suppose d'améliorer l'accès de tous

à une éducation de qualité, inclusive et équitable.

Il s'agira de trouver des partenariats en vue de développer des approches innovantes et d'obtenir de meilleurs résultats en matière d'apprentissage, qui permettent de répondre aux besoins futurs, y compris dans des domaines émergents tels que le secteur numérique ou les technologies vertes et respectueuses du climat. L'UE s'emploiera en priorité à veiller à la disponibilité et à la qualité des enseignants à tous les niveaux de l'enseignement. On estime qu'environ 17 millions d'enseignants seront nécessaires en Afrique subsaharienne d'ici à 2030 pour parvenir à la mise en place d'un enseignement primaire et secondaire universel.

L'UE est déterminée à travailler avec ses États membres dans un esprit d'«équipe d'Europe» afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles. Ainsi, au Mozambique, l'UE et les États membres préparent une initiative «E-YOUTH» qui contribuera à faire en sorte que l'enseignement et la formation professionnels fondés sur les compétences soient davantage en adéquation avec les besoins du marché, de manière que les jeunes Mozambicains accèdent plus facilement à l'emploi. L'initiative permettra également de conférer une autonomie accrue aux filles et aux femmes en les encourageant à intégrer des domaines d'études tels que les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques (STEM), et en stimulant l'acquisition de compétences en matière de programmation.

Il est également prioritaire de promouvoir les innovations qui garantissent une prise en compte de la dimension de genre en matière d'éducation et de faire en sorte que les réfugiés, les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins spécifiques, de même que les personnes vivant dans des communautés mal desservies, aient aussi accès à l'éducation, pour que ces enfants ne soient

pas touchés de manière disproportionnée par les changements actuellement à l'œuvre dans la délivrance de l'enseignement. Grâce à l'adoption d'innovations durables dans la mise en œuvre et dans la gestion de l'éducation en Afrique, l'accès à une éducation de qualité pour tous sera amélioré, ce qui permettra à chacun de déployer tout son potentiel.

La réunion sur l'éducation intitulée «Building Skills for the Future», organisée par l'UA, l'UE et l'Unicef le 20 avril, a constitué une étape importante dans le partenariat entre l'UE et l'UA, ainsi que dans nos travaux conjoints en matière d'éducation. Nous avons convenu d'un commun accord qu'il est important que chacun bénéficie d'une égalité d'accès à une éducation inclusive et de qualité, à tous niveaux, et qu'à cette fin il est crucial d'accroître les investissements et les partenariats. Nos actions conjointes se concentreront sur le renforcement des systèmes éducatifs à tous les niveaux. Nous veillerons tout particulièrement à la protection des résultats obtenus par l'Afrique dans sa lutte contre la crise de l'apprentissage, dans les efforts qu'elle déploie pour remédier aux inégalités en matière d'accès et d'apprentissage et pour faire en sorte que les compétences soient en adéquation avec les besoins en matière d'emplois. Nous chercherons à exploiter tout le potentiel de l'apprentissage numérique et à développer les compétences numériques tout en comblant la fracture numérique.

Les décisions relatives aux relations futures de nos deux continents seront prises lors du sommet UE-UA, mais nous pouvons dès à présent affirmer que l'éducation sera une priorité essentielle de notre partenariat, en tant que fondement d'un avenir florissant, prospère et durable pour nos deux continents.

Jutta Urpilainen
Commissaire européenne
chargée des partenariats
internationaux

Tabagisme passif

Environ 1,2 million de non-fumeurs décèdent chaque année

Malgré des années de campagnes anti-tabac, le tabagisme continue de faire beaucoup de victimes. Ce qui fait encore plus mal, c'est lorsque de non-fumeurs doivent aussi en porter la peine, à cause de leur exposition à la fumée. En effet, environ 1,2 million de non-fumeurs meurent chaque année de tabagisme passif. Cela doit tous nous interpeller. Cette année, dans le cadre de la Journée mondiale anti-tabac célébrée le 31 mai, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) met l'accent sur les possibilités qui existent pour arrêter de fumer.

Le thème retenu est : « s'engager à arrêter ». Cela est vraiment important, si l'on considère les conséquences sanitaires du tabagisme. Le tabagisme peut provoquer plusieurs types de cancers, notamment des cancers du poumon, de la bouche, de la gorge, de l'œsophage, de l'estomac et de l'intestin. Le tabac expose aussi ses consommateurs à un risque accru d'infections pulmonaires et respiratoires, de maladies cardiaques, de diabète de type 2 et d'autres affections. Il n'existe aucune forme de tabagisme sans risque. On dénombre en tout 1,3 milliard de consommateurs de tabac dans le monde. Soixante pour cent de ces consommateurs de tabac ont exprimé le souhait d'arrêter de fumer, mais seulement 30 % d'entre eux ont accès aux outils nécessaires pour y parvenir. L'OMS a mis au point l'interface « Florence », un agent de santé numérique qui fournit de brefs conseils

sur le sevrage tabagique tout en mettant des outils et solutions utiles à la disposition du grand public.

Dans la région africaine, plus de 75 millions de personnes consomment le tabac sous une forme ou une autre. Aujourd'hui, 11 pays proposent des services d'aide au sevrage tabagique dans les établissements de soins de santé primaires, et les consommateurs de tabac peuvent y accéder gratuitement en Angola, au Botswana et en Zambie. Des lignes d'assistance téléphonique nationales sont disponibles dans six pays. Les consommateurs peuvent appeler et se faire conseiller.

Dans 19 pays, des thérapies de substitution à base de nicotine sont vendues en pharmacie, et leur coût est entièrement subventionné dans des pays comme Eswatini, Maurice et les Seychelles. Les thérapies de substitution à base de nicotine sont enregistrées

comme médicaments essentiels en Afrique du Sud, en Algérie et en Ethiopie. Le Burkina Faso met en œuvre l'initiative « mTobaccoCessation », qui est une solution basée sur les services de messagerie mobile.

Les gouvernements et les communautés doivent maintenir leur vigilance face aux manœuvres déployées par l'industrie du tabac pour attirer de nouveaux consommateurs et inciter les gens à consommer du tabac, même lorsque les personnes concernées font des efforts pour cesser de fumer. Les produits tels que les cigarettes électroniques et les sachets de nicotine contiennent des substances à fort potentiel addictif et ne sont pas des stratégies recommandées pour réduire la consommation de tabac.

Les obligations des Etats vis-à-vis de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte



Le tabagisme passif est encore plus dangereux

anti-tabac, comprennent l'élaboration et la mise en œuvre de programmes visant à promouvoir le sevrage tabagique dans les écoles, les universités, les formations sanitaires, les lieux de travail et les milieux sportifs. Les services permettant de diagnostiquer la dépendance à l'égard du tabac et d'aider les consommateurs à cesser de fumer devraient en effet faire partie intégrante des programmes, des plans et des stratégies nationales de promotion de la santé et de l'éducation.

À l'occasion de cette énième

journée, la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, Dr Matshidiso Moeti, encourage les gouvernements à « élargir l'accès à ces services, en s'appuyant sur une combinaison d'approches comme la mise en place de services téléphoniques d'aide au sevrage tabagique, la promotion de l'accès aux thérapies de substitution à base de nicotine (par exemple les gommes, les patchs, les inhalateurs et d'autres produits) et la mise au point de solutions numériques qui donnent aux gens les moyens de cesser de fumer ».

Edem Dadzie

Consommation de Chicha

Une séance de 45 à 60 mn équivaut à fumer 100 cigarettes

Le narguilé ou la chicha est une pipe à eau, utilisée pour fumer du tabac. Le tabac peut être utilisé sous forme de tabamel, mélange comportant de la mélasse additionnée d'arômes, qui se brûle avec du charbon. La fumée inhalée est comparable à celle de la cigarette et expose potentiellement les fumeurs aux effets du tabac sur la santé.

Le fumeur de chicha aspire de très grandes quantités de fumée. Une séance de chicha de 45 à 60 mn équivaut à fumer 100 cigarettes. La fumée absorbée est toxique. Cette fumée contient du monoxyde de carbone, qui va remplacer l'oxygène dans les globules rouges et empêcher une bonne oxygénation des muscles. On y retrouve également du goudron, qui est très cancérigène, et des substances chimiques très nocives pour la santé du fumeur telles que le béryllium, le chrome, le cobalt, le plomb, le nickel... Le partage de l'embout

d'une personne à une autre pendant une séance peut favoriser la contamination par des bactéries ou des virus et la transmission de maladies ou d'infections (herpès, hépatite, tuberculose...). La consommation régulière de la chicha est aussi cause de cancers (cancers des lèvres, de la gorge, des poumons, du système respiratoire et parfois de l'appareil digestif).

La consommation régulière de la chicha peut causer un infarctus, un Accident vasculaire cérébral (AVC). Certains fumeurs utilisent des



Jeunes femmes consommant de la chicha

substances psychoactives (alcool, drogues...) dans la composition de leur chicha. Ces pratiques accentuent les risques sur la santé. Elles agissent négativement sur le cerveau de ces

consommateurs. Pour les femmes enceintes, fumer la chicha nuit gravement à leur santé et à celle du bébé.

Source : dépliant intitulé, La chicha : un

phénomène de mode très dangereux, rendu public par l'ONG Recherche action prévention accompagnement des addictions (RAPAA), le mercredi 2 juin 2021, à Lomé.

Tabagisme

L'ONG RAPAA en guerre contre la consommation de la chicha

La consommation de la chicha gagne du terrain au sein de la population et surtout chez les jeunes. Beaucoup de personnes pensent que cela est inoffensif. Elles se trompent royalement. La chicha est aussi dangereuse que la cigarette, la drogue et l'abus d'alcool. Dans le but de décourager le phénomène, l'ONG Recherche action prévention accompagnement des addictions (RAPAA) vient de rendre public un dépliant de sensibilisation.

Le lancement du dépliant intitulé, La chicha : un phénomène de mode très dangereux, a été officiellement lancé au siège de l'ONG à Lomé, mercredi dernier. Selon les responsables de l'organisation, « Ce nouveau dépliant vient renforcer l'ensemble des outils que l'ONG RAPAA utilise dans ses activités de sensibilisation. Nous avons donc choisi de marquer la journée mondiale de lutte contre le tabagisme en attirant l'attention des uns et des autres sur la consommation de la chicha, devenue une

mode aujourd'hui surtout au sein de la jeunesse». «Nous allons utiliser cet outil dans nos activités de sensibilisation avec les élèves, étudiants, détenus etc... », a précisé Jules Apedjinou, directeur exécutif de l'ONG RAPAA. «Au moment où nous faisons les efforts pour demander à ceux qui fument d'arrêter, les gens font la promotion d'une autre forme de tabagisme : l'usage de la chicha qui inquiète beaucoup les autorités et les spécialistes de la santé », a déploré le docteur Komivi Mawusi Aho, coordonnateur du



Photo de famille des participants au lancement officiel du dépliant

Programme national des addictions aux produits psychoactifs (PNAPP) au ministère de la Santé, de l'Hygiène publique et de

l'Accès universel aux soins. «Nous saluons les actions menées par la société civile en générale et plus précisément l'ONG

RAPAA pour dissuader les consommateurs sur les dangers qu'ils courent», a ajouté Dr Aho.

Edem Dadzie

Couverture sanitaire universelle / réunion du comité de pilotage à la primature

La structure de coordination de l'assurance maladie universelle en place

La marche du Togo vers l'assurance maladie universelle est irréversible. Pas à pas, les choses se construisent et avec précision. Ainsi, Mme le Premier Ministre Victoire Tomégah-Dogbé a dirigé hier jeudi 03 juin 2021, à la Primature, la première réunion du comité de pilotage des services de santé essentiels de qualité pour la couverture sanitaire universelle. C'était en présence de la Directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Togo, Mme Coralie Gevers.

Fait majeur à noter dans le cadre du nouveau pas marqué par notre pays en vue de la couverture sanitaire universelle : la mise en place de la structure institutionnelle de coordination de l'assurance maladie universelle avec la définition des rôles de chaque acteur. La Banque mondiale, cette institution financière qui accompagne le Togo sur ce chantier, s'est engagée dans l'atteinte de la couverture sanitaire universelle au Togo, un programme phare de la feuille de route gouvernementale, avec une enveloppe de 70 millions de dollars.

"Pour la Banque mondiale, le projet vient renforcer les services essentiels de santé et lancer la couverture sanitaire universelle pour les Togolais.", a déclaré Mme

Coralie Gevers à la celle de communication de la primature.

Le gouvernement salue cet appui de la Banque mondiale sur les cinq prochaines années en faveur des couches les plus vulnérables.

"Il s'agira principalement d'augmenter les centres de santé sur le territoire national, de mieux les équiper, de recruter des ressources humaines en santé et réduire l'effort financier à l'accès aux services de santé de base en permettant à ces populations vulnérables de bénéficier d'une assurance maladie. C'est dans ce cadre que Son Excellence Madame le Premier Ministre a présidé le premier comité de pilotage du projet de services de santé essentiels et la couverture sanitaire universelle.", a expliqué



le Premier Ministre Victoire Tomégah-Dogbé

Dr Mamessilé Agba-Assih, Ministre Déléguée chargée de l'Accès universel aux soins.

Outre le comité de

pilotage qui regroupe les ministères sectoriels, des unités de gestion de projets seront également mis en place pour une

assurance maladie universelle réussie pour les populations.

La rédaction



Oxy Conseil

CORIS BANK INTERNATIONAL BARAKA, LA SOLUTION ALTERNATIVE POUR TOUS VOS DEPÔTS ET FINANCEMENTS.

CBI BARAKA : Boulevard Eyadema, carrefour 3K • Email : corisbank-tg@coris-bank.com • Tél : 22 20 82 82

Solution de Financement Islamique
www.corisbankbaraka.com

